

Mémoire déposé au BAPE dans le cadre des consultations  
sur le projet RABASKA

241

P  NP

DM572

Projet d'implantation du terminal méthanier  
Rabaska et des infrastructures connexes

Lévis

6211-04-004

Monsieur le Président,

Messieurs les Commissaires,

A plusieurs reprises, Monsieur le Président, vous avez insisté pour circonscrire la notion « d'acceptabilité sociale », face à un projet comme celui qui est sur la table, nous invitant, par le fait même, à y réfléchir. Le cas échéant, il me fera plaisir de vous faire part du résultat de ma réflexion. Dans le Mémoire que je vous livre aujourd'hui, j'aborde justement, par quelques exemples, un aspect particulier de la question : **la façon dont on a voulu nous faire accepter ce projet**. Et je le fais en m'inspirant du professeur Henri Guillemin, historien non-conformiste, que Bertrand Poirot-Delpech appelait « un empêcheur de mystifier en rond ».

Mon épouse et moi avons été les premiers à habiter la rue de Vitré, à Beaumont. Le dimanche 4 avril 2004, grâce à la présence d'esprit d'une voisine, Madame Nicole Laliberté, j'ai appris que l'ex-maire, Réal Lapierre, se préparait à faire adopter une résolution d'appui au projet Rabaska; dès

le lendemain et sans consultation. Le Prince avait décidé que c'était bon pour nous. J'ai rencontré tous les citoyens de la rue et les ai invités à assister à cette séance du Conseil. Encore récemment, quelques voisins m'ont dit à quel point cette visite les avait marqués. Une semaine plus tard, avec ma fille Marie-Pierre, j'ai distribué une lettre convoquant les gens du secteur à une rencontre sur le sujet. C'est là que le groupe **Rabat-Joie** s'est formé.

Il y a presque trois ans, j'ai donc appris qu'on pouvait débarquer chez les gens et dire : « Tassez-vous, la place nous intéresse! ». Suffit d'avoir de gros sous, un projet rempli surtout de promesses et le chantage de l'emploi comme appât, pour qu'aussitôt s'amène toute une cohorte de bien-pensants, tout prêts à approuver dans l'espoir d'encaisser les retombées qu'ils croient être leur dû. Par le plus grand des hasards, ces projets ne s'installent que très rarement chez eux. Ils ont donc tout le détachement voulu pour nous conseiller de patienter, de regarder les choses calmement et en toute sérénité. Certains ont même découvert la cause profonde de notre agitation et nous rappellent gentiment que nous souffrons du syndrome « Pas dans ma cour! ». C'est fin de nous le dire.

Il faut savoir qu'à Beaumont, plusieurs se sont sentis abandonnés, sinon trahis, lors de l'annonce prématurée du projet par le maire. Prête à dire un « oui » non équivoque au projet, l'ancienne administration municipale a fait toute une pirouette en cédant à la pression populaire et en

s'affichant subitement « ni pour, ni contre le projet », bien au contraire... Une attitude somme toute raisonnable, à condition de la maintenir partout et en tout temps. Ce qui n'était pas le cas. Alors qu'il ressortait la réponse officielle chaque fois qu'on le questionnait, le maire Lapierre ne perdait pas une occasion d'espérer des études positives qui pourraient enfin justifier son envie du projet. Son fils, lui, écrivait un article dithyrambique dans les journaux.<sup>1</sup> Ici, j'aurais voulu vous parler de Madame Nicole Picard et de Monsieur Jean-Claude Tardif. Mais comme ils ont pris soin de s'occuper de **leur crédibilité** eux-mêmes hier, je m'abstiendrai de cet effort.

La divulgation de leurs discours et de leurs actions aurait pourtant révélé certaines des tactiques utilisées dans le but de nous discréditer, ceci s'ajoutant au mépris avoué de quelques-uns. Je pense, entre autres, à l'éditorialiste Damien Rousseau, dans son texte paru le 18 novembre 2004, dans le Journal économique. Ou au discours de Monsieur Belval, hier soir. Ridiculisés et méprisés, alors que nous ne faisons que défendre nos familles et notre patrimoine. Dans ce contexte très émotif, j'admets que certaines erreurs aient pu se produire du côté des opposants, mais cela est très loin de la stratégie douteuse et systématique qui semble avoir été organisée et utilisée par certains. Surtout que ces tactiques ont souvent compensé la faiblesse des arguments du côté des Pro-Rabaska. Sauf de très rares exceptions, ce qu'on a surtout entendu de la part des

---

<sup>1</sup> Le Soleil, 4 mai 2005, p. A-14  
Journal Voir (Québec) 13 au 19 mai 2004, p. 5

défenseurs du projet peut se résumer à ceci : « C'est un beau projet! »; « On n'a pas les moyens de passer à côté de ça »; « C'est un projet structurant, porteur d'avenir pour nos enfants »; Sans oublier cette soudaine préoccupation pour le bien commun, exprimée par des gens plus souvent qu'autrement reconnus comme étant les défenseurs de la nouvelle économie néo-libérale. Ni cette perle écrite dans Le Soleil par Jean-Claude Tardif, Ph.D. : « ...les **retombées économiques** seront de l'ordre de 700 millions \$. ».<sup>2</sup>

Ce texte, c'est aussi pour faire comprendre que, pour nous, la saga Rabaska c'est plus que des études désincarnées de firmes d'ingénieurs ou des espoirs de profits pour les autres. Chez nous, il arrive parfois que le vent, en plus d'avoir une vitesse, ait aussi une direction : **de la jetée prévue vers nos maisons**. Et ce ne sont pas les propos du promoteur qui vont nous rassurer, surtout si le passé est garant de l'avenir.

Dans la soirée du 26 avril 2004, alors que mon beau-père, décédé trois jours plus tôt, était, comme on le disait jadis au Québec, « sur les planches », moi, j'étais à la salle municipale. A l'époque, j'étais le président de Rabat-Joie. Monsieur Jean Simard, vice-président chez Gaz Métro m'avait appelé et, à sa demande, nous avons organisé une rencontre. Monsieur Simard était accompagné de Madame Sophie Brochu et de Messieurs Martin Imbleau et Jean Trudel. De notre côté, nous étions

---

<sup>2</sup> Le Soleil, 18 mai 2004, p. A-17

huit personnes dont Messieurs Gaétan Paradis, Simon Pelletier et Yves St-Laurent. Je me rappelle fort bien l'attitude très « friendly » des gens de Rabaska : « Je m'appelle Jean », « Je suis Sophie ». Tout comme la première question de Madame Brochu : « Savez-vous ce qu'est un rabaska? ». Comme je savais la réponse, j'aurais dû avoir une étoile dans mon cahier de bon élève... Ce soir là, en plus d'essayer de nous amadouer, on nous a révélé que le site de Beaumont avait été choisi, qu'il était le seul disponible et qu'il n'y avait pas de plan « B ». Plus tard, durant l'été 2004, des rencontres d'information ont été organisées par Rabaska, à l'hôtel l'Oiselière, à Lévis, puis au théâtre Beaumont/St-Michel. En plus, je pourrais citer une publicité d'une page dans Le Soleil du 1<sup>er</sup> mai 2004 ou un voyage en bateau avec les Chambres de Commerce, le 16 juin 2004. Alors, quand Monsieur Glenn Kelly affirme publiquement que, le 5 décembre 2004, les gens de Beaumont n'ont pas voté sur le **vrai** projet, que veut-il insinuer au sujet des organisateurs des événements cités plus haut?

Comment dois-je considérer la promesse de Rabaska de répondre à toutes nos interrogations, alors que j'attends encore la réponse à une question posée en 2004, lors des séances d'information. Je leur demandais de comparer les coûts de transport entre deux points précis, Cacouna et St-Nicolas selon les scénarios suivants :

- a) Terminal méthanier installé à Cacouna et transport du gaz jusqu'à St-Nicolas par gazoduc.

b) Transport du GNL par méthanier de Cacouna jusqu'au terminal de Beaumont, puis transport du gaz par gazoduc jusqu'à St-Nicolas.

Mon sentiment est toujours que la différence de coûts peut avoir influencé la décision de s'installer ici. Je n'ai pu ni le confirmer ni l'infirmier.

Par contre, pour être honnête, je dois dire, qu'à la même occasion, ils avaient répondu à mon autre question en disant qu'il n'y aurait **aucune compensation pour l'obligation qu'ils pourraient nous imposer de déménager**. Une chance!

Je pourrais ajouter une foule d'exemples de ces comportements du promoteur qui touchent au nœud du problème : **la confiance**. En ce qui me concerne, elle n'existe pas! Et ce n'est pas une opération « marketing » comme la transaction médiatisée au sujet de l'Enseignerie, juste au début des audiences publiques, qui va me la donner. Ni la négation d'une très probable visée, un jour ou l'autre, vers le marché américain. Quand on voit l'immense attrait exercé sur nos voisins par les sables bitumineux, il serait surprenant, qu'à sa manière et sous la même pression, l'Est ne veuille pas imiter l'Ouest, alors qu'on se bute quotidiennement à la voracité quasi illimitée des développeurs. Pas plus, d'ailleurs, que les rêves d'expansion du pdg du Port de Québec, Ross Gaudreault qui, en 2004, si mon souvenir est bon et sous toute réserve, disait à l'animateur André Arthur que le GNL est liquifié (sic) à  $-600^{\circ}\text{C}$ , température qui se situerait quelque part en bas du zéro absolu... Ce

même Ross Gaudreault qui affirmait récemment : « ...d'avoir ça dans notre cour, je trouve ça extraordinaire. ».<sup>3</sup> Désolé, Monsieur Gaudreault, ce projet n'a pas sa place ici, la cour est déjà habitée, très habitée...

Puisse la Commission en tenir compte!

Mario Fortier

6 février 2007

---

<sup>3</sup> Le Soleil, 3 janvier 2007, p. 5

